

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le dilemme des patrons des médias

- Politique -

Date de mise en ligne : dimanche 25 mars 2007

Démocratie & Socialisme

C'est par son rôle public que Nicolas Sarkozy a creusé sa place dans l'UMP. Il a su séduire les secteurs de ce parti qui sont les moins attachés à la défense des libertés publiques. Mais cette image, forgée publiquement, ne plaît pas à tous les électeurs de droite. Pire, en cas de duel Sarkozy-Royal, cette image de Sarkozy motivera beaucoup d'électeurs de gauche à aller voter pour l'éliminer.

Les sondages sur les intentions de vote pour le second tour ne permettent aucune prévision car les électeurs interrogés ne sont pas " en situation " et ne réagissent pas comme ils le feront devant la réalité. En cas de duel Sarkozy-Royal, l'écrasante majorité des électeurs de gauche se sentirait mobilisée pour voter contre Sarkozy. Et une partie non négligeable d'électeurs de droite préférera s'abstenir. Quoiqu'en disent certains sondages, il est probable que Sarkozy ne pourra pas gagner.

Voilà pourquoi, les patrons des médias poussent en avant la solution Bayrou.

François Bayrou est aussi libéral que Nicolas Sarkozy, davantage même sur les questions sociales et économiques, mais il est plus présentable sur le plan des libertés publiques. Il a un handicap : la faiblesse de l'appareil UDF.

Tactique et mystifications des candidats de droite

Nicolas Sarkozy et ses conseillers ont compris la situation. Voilà pourquoi, depuis sa désignation par l'UMP, Sarkozy a changé de ton et tente de faire oublier l'image de personnage dangereux qui lui est attachée.

Leur tactique se ressemble. Elle est à l'image de la méthode de Chirac en 1995 : dénoncer la " fracture sociale " sans proposer de solution. Se poser en connaisseur de la réalité, de ce que supportent injustement les travailleurs, salariés et indépendants.

C'est une politique de la mystification. Ils affirment : " je vous ai compris ", tout en prévoyant de mettre en oeuvre la politique opposée.

Sarkozy affiche ainsi le plus profond cynisme. Ségolène

Royal annonce une fiscalité différenciée sur les bénéfices des entreprises, selon que ceux-ci sont réinvestis ou qu'ils sont distribués aux actionnaires.

Nicolas Sarkozy lui emboîte le pas quelques jours après. Face aux licenciements chez Airbus, Ségolène Royal affirme que l'Etat peut faire et qu'il doit investir dans l'entreprise. Nicolas Sarkozy, après avoir déclaré qu'il n'appartient pas à l'Etat de s'immiscer dans les affaires de l'industrie privée, se ravise et emboîte le pas à Ségolène Royal.

Pierre Ruscassie